

28 août 2006 – N° 18 – Edition commune

Sommaire

- > [Universités d'été du PS : le discours d'Elio Di Rupo](#)
- > [Congrès de rentrée : ce dimanche 4 septembre à Bruxelles](#)
- > [Forum participatif : « Etre militant socialiste aujourd'hui »](#)

Pour vous désinscrire de la liste de diffusion du Bulletin d'information du PS, cliquer [ici](#).

> **Universités d'été du PS : le discours d'Elio Di Rupo**

Egalité hommes-femmes

L'égalité entre les femmes et les hommes a toujours été une revendication essentielle des socialistes. Des progrès considérables ont été accomplis ces dernières décennies, pour que les femmes puissent être considérées complètement à l'égal de l'homme.

Je ne vais pas m'attarder sur tout ce qui a été fait à l'initiative de Laurette, de Christian, de Marie ou de nos Parlementaires.

Quelque soit le bilan, il reste beaucoup à faire...

La situation des femmes s'est considérablement améliorée. Cependant, trop d'inégalités, d'injustices ou de sexisme touchent encore les femmes, dans tous les secteurs de notre société.

De nombreux chiffres rappellent la plus grande précarité d'existence des femmes. 52% de femmes sont actives sur le marché du travail, contre 67% d'hommes.

Elles gagnent en moyenne de 15% à 24% de moins que les hommes, pour le même type de fonction et de travail. Les femmes sont systématiquement sous-représentées dans les organes de décision des entreprises publiques et privées ou dans les universités.

Au rythme actuel, il faudrait attendre 183 ans pour qu'il y ait autant de femmes professeurs d'université que d'hommes.

Imaginez-vous... La Belgique est un des plus mauvais élèves de la classe européenne, avec seulement 5% de femmes présentes dans les conseils d'administration des grandes sociétés.

Ces discriminations se retrouvent à la maison.

Si les femmes gagnent moins bien leur vie que les hommes, elles consacrent en moyenne 14 heures/semaine en plus que les hommes pour les tâches ménagères. C'est 2 journées à temps plein en plus dans leur horaire!

J'ai une pensée particulière pour les femmes issues de l'immigration, qui sont parfois confrontées à des difficultés spécifiques, comme les mariages forcés par exemple. Elles sont les premières victimes de la montée des fondamentalismes de tout poil.

Notre société ne peut en aucun cas accepter ou tolérer la restriction des libertés individuelles des femmes, qu'il s'agisse du choix d'un partenaire de vie, de sa sexualité, de ses déplacements ou de sa scolarité.

Propositions du PS

Je l'ai dit, les socialistes ont exercé une influence déterminante dans l'émancipation féminine. Nous devons continuer à être à la pointe de la défense et de la promotion des droits des femmes.

Christian Dupont a déposé juste avant les vacances un projet de loi relatif à la prise en compte de la dimension égalité hommes/femmes dans tous le processus d'élaboration et de mise en oeuvre des politiques. Une telle législation que beaucoup de pays nous envient déjà devrait être adoptée à tous les niveaux de pouvoir.

Comme en Norvège, un pourcentage minimum de femmes devrait par ailleurs être imposé dans les conseils d'administration des entreprises. C'est une question d'éthique de comportement ! Cela devrait être d'ailleurs ajouté au code du corporate governance belge.

Quant au pouvoir d'achat, pour le PS, il est impératif de continuer à relever le montant minimum des pensions des femmes.

Aujourd'hui, pour une carrière complète, la pension minimum pour un isolé est de 860 € et de 1000 € pour un ménage. Nous demandons que cette pension minimum soit portée à 1000 € pour un isolé et à 1200 € pour un ménage au cours de la prochaine législature fédérale. C'est une exigence du PS. Ces augmentations bénéficieront surtout aux femmes.

Le PS veut également améliorer le statut social des femmes indépendantes. Nous voulons par exemple que les cotisations sociales des travailleurs indépendants soient calculées sur base des revenus de l'année en cours, et non sur base des revenus d'il y a 3 ans. Le système actuel pénalise notamment les femmes enceintes qui paient des cotisations sociales ne correspondant pas à leurs revenus effectifs qui ont diminué, en raison de leur maternité. Cela doit changer!

La loi anti-discrimination de 2003 doit être davantage appliquée. Pour sanctionner les discriminations basées sur le genre, qui sont beaucoup trop nombreuses.

Il faut encourager les femmes à porter plainte auprès de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes, qui traite gratuitement toutes les demandes. Il faut aussi que les actions en justice deviennent une priorité de l'Institut.

Nous avons intitulé ces Universités d'été « *Ma commune au féminin* ». Parce que la commune est le premier lieu pour mettre en place une politique concrète d'égalité entre les femmes et les hommes. Les 10 ateliers d'hier l'ont démontré : les possibilités d'intervention des communes sont multiples. Nous demandons dans ce cadre que toutes les communes disposent d'un échevinat de l'égalité ou d'un échevin en charge de cette matière.

Notre attention doit se porter tant sur le local que sur l'international. Je ne peux clôturer cette thématique sans penser à l'indispensable solidarité dont nous devons faire preuve à l'égard de toutes les femmes de par le monde qui sont confrontées quotidiennement à des conditions humaines révoltantes.

Manque d'accès à l'éducation, conditions d'hygiène et de santé dramatiques, excision, déni d'une justice équitable, absence ou insuffisance de droits politiques, ... Les situations à dénoncer sont nombreuses. Il est de notre responsabilité de mobiliser tous nos relais et réseaux pour faire pression, pour un plus grand respect des droits fondamentaux des femmes.

On ne peut s'empêcher de penser que les femmes et les enfants sont les premières victimes de la folie guerrière qui s'est abattue une nouvelle fois sur le Proche-Orient.

Permettez-moi de m'attarder quelques instants sur cette question qui me touche au plus profond.

Un mot sur la situation internationale...

Permettez-moi de vous donner mon sentiment profond sur la question. Je crois profondément au droit à l'existence de l'Etat d'Israël. Je crois profondément que cet Etat pourrait jouer un rôle très positif, en tant que vecteur de progrès, de démocratie et de liberté. Et, je souhaite au peuple israélien paix, stabilité et prospérité.

Mais pour cela il est indispensable que les Israéliens acceptent l'idée qu'on est en présence de deux légitimités, que la revendication des Palestiniens à disposer eux aussi d'un véritable Etat, indépendant et viable, est tout aussi légitime.

Ces deux légitimités ne sont pas contradictoires, elles sont égales et complémentaires.

Je dois vous dire que je suis effrayé quand j'entends certains responsables du gouvernement israélien prétendre que les Musulmans ne comprennent que le langage de la force ou que j'entends certains leaders musulmans prétendre qu'Israël ne fera de véritables concessions que sous la menace d'attentats meurtriers.

Comment s'en sortir avec de telles mentalités ?

Il n'y aura pas de paix juste et durable sans régler équitablement cette question par UN COMPROMIS ENTRE LES REPRESENTANTS QUE CES DEUX PEUPLES SE CHOISISSENT, entre des représentants qui se respectent mutuellement.

Frapper fort, avec des moyens militaires sophistiqués pour imposer son point de vue, sans s'émouvoir de ce que les Israéliens appellent les « dégâts collatéraux » est une fuite en avant irresponsable !

La guerre en Irak en a été l'illustration éclatante hier.

Le Proche-Orient le démontre à nouveau aujourd'hui. C'est illusoire, présomptueux, arrogant : ni la paix ni la démocratie ne sont jamais au bout des fusils ou des canons, et l'unique voie raisonnable reste celle de la négociation dans un respect mutuel.

Sans cela on crée la frustration, le désespoir et la révolte, ce qui, a pour effet de renforcer les mouvements extrémistes violents. Je ne regrette pas les positions que j'ai prises dès juin et qui m'ont valu une réaction désobligeante de l'ambassadeur d'Israël.

N'avais-je pas raison de parler de prétexte ?

N'était-il pas évident que la réponse disproportionnée du gouvernement israélien à l'enlèvement d'un de ses soldats et à l'assassinat de deux autres, montrait qu'il voulait en découdre avec le gouvernement du Hamas, et avec les Palestiniens en général.

La tactique transportée ensuite au Liban a été exactement la même, comme si c'était la seule stratégie envisageable pour répondre à l'enlèvement d'autres soldats israéliens par le Hezbollah.

Avec les conséquences que l'on sait : chaos régional, surenchère oratoire, état de guerre, escalade des victimes civiles.

Nous comprenons la volonté des autorités israéliennes d'obtenir la libération de leurs soldats détenus tant par le Hezbollah libanais que par des activistes palestiniens.

Mais nous ne pouvons accepter les moyens de guerre utilisés par l'Etat hébreu au nom du droit à l'autodéfense.

Et nous ne pouvons que douter de leur légalité au regard du droit

international.

Ce n'est pas en mettant des pays, que ce soit le Liban ou la Palestine, unilatéralement sous « blocus », que l'on lutte contre le terrorisme international.

Au contraire, cette méthode provoque des catastrophes humaines en détruisant des infrastructures vitales pour les populations, comme des centrales électriques, des ponts et des aéroports,...Elle sème indistinctement la mort et la désolation parmi les populations civiles, et renforce les extrémismes de toute part.

Je voudrais saluer André Flahaut qui a dégagé très rapidement, des options concrètes pour l'envoi de matériel humanitaire et le déploiement éventuel de troupes belges au Proche-Orient, dans le cadre d'un mandat clair de l'ONU afin que les soldats soient en mesure d'atteindre les objectifs politiques fixés, en toute sécurité.

Comme beaucoup j'ai été et je reste effaré de la léthargie de la communauté internationale face à l'escalade de la violence, aux victimes civiles sans cesse plus nombreuses de toute part et à la catastrophe humanitaire.

Comme beaucoup, j'ai poussé un ouf de soulagement du réveil tardif mais salubre de la communauté internationale sous l'impulsion de l'UE. Aujourd'hui les choses sont en cours de normalisation semble-t-il même si l'équilibre est précaire et si à tout moment la situation peut exploser.

Pour que ce soit clair, le PS condamne sans équivoque :

- toutes les provocations des groupes intégristes, qui ont servi de détonateurs à la crise actuelle, ou des gouvernements étrangers qui sèment un climat de haine au Moyen-Orient
- tout recours à la violence, toute lutte armée, tout enlèvement, toute prise en otage... qui ne conduisent qu'à misère et désolation pour les populations, premières victimes de l'escalade de la violence
- la stratégie de prise d'otages qui doit aussi prendre fin partout et immédiatement

Par ailleurs, le PS demande que l'UE

- exerce toutes les pressions diplomatiques pour que les résolutions 1559 et 1701 soient effectivement appliquées au plus vite, pour éviter un nouvel enlisement, voire un nouveau conflit
- intervienne plus activement pour une résolution pacifique de la situation absurde en Palestine où des parlementaires et des ministres sont emprisonnés, et obtienne la libération tant des soldats israéliens que des représentants du peuple palestinien,
- renforce immédiatement les capacités politiques, économiques et diplomatiques de l'Etat libanais et de l'Etat palestinien en devenant pour qu'ils puissent se reconstruire et de se renforcer.
- Réfléchisse à appliquer aux conséquences de la guerre un

principe « destructeurs/payeurs », car il appartient à chacun de répondre de ses actes.

- soit à l'initiative d'une conférence internationale dont l'objectif sera la résolution globale de la situation du Proche-Orient avec tous les protagonistes.

En ce qui concerne notre éventuelle participation à la FINUL, je veux être très clair. Le PS est favorable à s'associer à l'effort international à deux conditions :

- 1°) les Casques bleus doivent avoir les moyens d'intervenir contre toute atteinte au cessez le feu,
- 2°) Nous devons avoir la garantie qu'Israël renonce à un 2ème round que certains annoncent comme inévitable.

Situation politique interne

Chers amis,

J'en viens à la situation politique interne.

Je vous le dis d'emblée.

Je n'ai aucunement l'intention de me prêter au petit jeu de la proposition choc sensée faire mouche et dont la pertinence est inversement proportionnelle à la précipitation avec laquelle elle a été élaborée.

Je voudrais plutôt remettre l'accent en cette rentrée politique sur trois thèmes fondamentaux pour nos concitoyens.

1. La situation sociale dont l'emploi des jeunes
2. Le pouvoir d'achat
 - a. Les revenus
 - b. Les dépenses : mazout et loyers
3. La sécurité

Tous ces sujets méritent, une fois encore, de retenir l'attention prioritaire des différents gouvernements de notre pays.

Sur les trois thèmes de l'emploi, et en particulier de l'emploi des jeunes, du pouvoir d'achat et de la sécurité, nous formulons des propositions pragmatiques qui peuvent être mises en œuvre sans attendre.

Sur ces trois thèmes, nous voulons plus que des paroles ou des plans pluriannuels.

Nous attendons des réalisations concrètes à court terme.

Enfin, je terminerai mon exposé en évoquant la question essentielle pour les francophones.

Dans quel type de pays voulons-nous vivre dans 5, 10 ou 20 ans. Et, je redirai que oui, la Belgique, ça compte ! OUI, la Belgique apporte

une valeur ajoutée à nos concitoyens.

La situation sociale dont l'emploi des jeunes

L'emploi des jeunes tout d'abord.

Plus que jamais, ça doit être notre première priorité.

C'est de l'avenir de notre société qu'il s'agit.

Nous devons offrir à nos jeunes un horizon qui s'ouvre sur une vie créative et épanouissante. Nous devons rendre espoir et foi en l'avenir.

C'est cet objectif qui nous anime quand nous mettons en oeuvre le plan Marshall en Wallonie, le contrat pour l'économie et l'emploi à Bruxelles ou le Contrat pour l'école à la Communauté.

De nombreuses mesures ont également été prises au niveau fédéral, comme le bonus tutorat destiné à rendre les stages en entreprise plus attractifs.

Beaucoup de choses ont été faites.

Beaucoup de réformes sont en cours.

Beaucoup reste à faire.

Nous le savons, l'emploi ne se décrète pas. Nous sommes soumis aux aléas de la mondialisation, aux délocalisations, à la concurrence fiscale, etc.

Nous devons tous être mobilisés en permanence, partenaires sociaux et responsables politiques pour trouver les meilleurs moyens de favoriser la création d'activité et d'emplois de qualité pour nos jeunes.

Il y a des débats fondamentaux de moyen terme que nous devons avoir et que le PS mettra à l'ordre du jour des prochaines négociations gouvernementales fédérales si il y participe.

Financement de la SECU

Je pense au rééquilibrage entre prélèvements sur les revenus du travail et sur les revenus du capital.

Les libéraux vont-ils accepter l'idée qu'il faut une révolution dans le financement de la sécurité sociale, que trop de charges pèsent encore sur les revenus du travail, qu'il faut faire contribuer les autres revenus. Nous savons que grâce au PS, une brèche a été entrouverte, que les revenus du capital participent désormais au financement de notre sécurité sociale. Il faudra poursuivre dans cette voie.

La flexi-sécurité

Un deuxième débat fondamental est celui de la flexi-sécurité.

Nous devons évoluer vers plus de flexibilité dans les relations de travail et en même temps garantir aux travailleurs une plus grande sécurité d'existence.

C'est le fameux modèle scandinave dont nous pouvons nous inspirer. Sans oublier, et je mets les patrons en garde à cet égard, sans oublier que dans ce modèle, FLEXIBILITÉ VA DE PAIRE AVEC SÉCURITÉ D'EXISTENCE.

Pour le PS, l'un ne va pas sans l'autre. C'est autour de cet équilibre que nous devons faire évoluer notre modèle social.

Voilà pour les débats fondamentaux que nous devons avoir à moyen terme.

Mais en attendant, nous pouvons et nous devons agir sur toute une série de leviers concrets à court terme.

COORDINATION DES TROIS GOUVERNEMENTS

J'ai demandé que nos gouvernements régionaux et communautaire consacrent tous les trois une séance spéciale à l'emploi des jeunes dans les prochaines semaines.

Marie, Jean-Claude et Charles soumettront à leurs gouvernements respectifs des mesures pour

1. augmenter les stages en entreprise,
2. aider les jeunes à sortir du chômage,
3. mieux orienter les jeunes vers l'offre d'enseignement ou de formation qui lui convient,
4. réformer l'enseignement en alternance.

Discriminations à l'embauche

Dans ce contexte, des efforts accrus doivent être accomplis pour mieux lutter contre les discriminations à l'embauche.

Des initiatives ont été prises au plan régional, notamment à Bruxelles. J'attends du gouvernement fédéral qu'il avance sur ce dossier.

Combien de temps les libéraux vont-ils encore bloquer les fameux « tests de situation » qui sont pourtant un des rares moyens efficaces pour lutter contre les discriminations à l'embauche ?

Pièges contre l'emploi

J'attends également du gouvernement fédéral qu'il avance sur le thème des pièges contre l'emploi.

Le PS a formulé des propositions concrètes à cet égard, notamment le maintien des allocations familiales majorées pour le chômeur qui retrouve un emploi.

Ce dossier doit être abordé dans le cadre de l'élaboration du budget 2007. Enfin, j'attends des partenaires sociaux qu'ils abordent les discussions relatives à l'accord interprofessionnel sans tabous et sans provocation.

Il faudra des engagements clairs de part et d'autre. En particulier, j'attends des patrons un effort réel en matière de formation, de recherche et développement et de création d'emploi.

Le pouvoir d'achat

J'en viens au pouvoir d'achat...

Depuis plusieurs mois, le PS défend l'idée que le gouvernement doit se concentrer sur une série de mesures prioritaires et concrètes pour renforcer le pouvoir d'achat des gens.

Les revenus

Des décisions importantes ont déjà été prises :

- Des revalorisations importantes ont été décidées pour les allocations sociales, pour les pensions notamment les plus anciennes. Au total, ce sont près de 650 millions € qui auront été dédiés à ces revalorisations.

- Un mécanisme légal et structurel de liaison au bien-être des allocations sociales et plafonds de revenus existe dorénavant. Il doit produire ses premiers effets dès le 1er janvier 2008 et la loi garantit que près d'un demi milliard € seront consacrés tous les deux ans à la liaison au bien-être.

J'ajouterais que pour le PS, sans attendre 2008, il faut de nouvelles revalorisations pour permettre aux pensions de rattraper l'évolution des salaires. Des décisions de principe ont été prises.

Un budget a été dégagé. Il doit être mis en oeuvre.

Juste avant les vacances d'été, les ministres socialistes, ont obtenu de nouvelles mesures destinées à améliorer le pouvoir d'achat des ménages.

Allocation de rentrée scolaire

Ainsi, une allocation de rentrée scolaire sera payée dans les tous prochains jours, à tous les enfants bénéficiaires d'allocations familiales qui ont entre 6 et 18 ans.

Cette allocation sera de 50 € pour les 6-12 ans et de 70 € pour les 12-18 ans. Nous avons dû faire un compromis par rapport à nos propositions initiales mais c'était une exigence du PS pour la rentrée et

nous l'avons obtenue.

Augmentation du salaire-poche

Nous avons également obtenu une augmentation du salaire-poche des travailleurs par une augmentation des frais forfaitaires déductibles. Pour le PS, cette augmentation est toutefois insuffisante. Elle devra être complétée lors de la prochaine législature.

Garantie de revenus aux personnes âgées

Par ailleurs, les socialistes ont obtenu une augmentation substantielle de la GRAPA (garantie de revenus aux personnes âgées). Les 70.000 bénéficiaires de cette allocation recevront 60 euros de plus par mois s'ils sont cohabitants et 90 € par mois s'ils sont isolés. C'est une mesure importante dans le cadre de la lutte contre la pauvreté dont le PS avait fait une priorité. Je vous rappelle que 15% des belges vivent encore sous le seuil de pauvreté et que, sans la sécu, ce taux serait de plus de 40%.

Chez les aînés, ce taux de pauvreté est de 25%.

Augmentation du revenu d'intégration

Nous attendons maintenant du gouvernement qu'il complète cette mesure par une augmentation du revenu d'intégration. Nous réaffirmons notre volonté de voir le Gouvernement avancer à la rentrée, dans le cadre de l'élaboration du budget 2007, sur la revalorisation du revenu d'intégration pour aboutir à une augmentation de 10% de celui-ci à la fin de cette législature. Nous voulons également que l'on instaure un mécanisme de liaison au bien-être du revenu d'intégration comparable à celui que nous avons obtenu pour les allocations sociales.

Augmenter le salaire minimum

Enfin, il faut augmenter le salaire minimum.
1.234 € brut c'est trop peu !

On ne peut accepter qu'il y ait des gens qui travaillent et qui touche des salaires beaucoup trop bas.

Pour le PS, cette question doit faire partie du prochain accord interprofessionnel entre patrons et syndicats

Les dépenses : mazout et loyers

Si l'on veut améliorer le pouvoir d'achat des gens, il faut non seulement se préoccuper de leurs revenus mais aussi des frais auxquels ils doivent faire face. A cet égard, le PS a deux exigences dans le cadre de l'élaboration du budget 2007 :

1. Le prix du mazout de chauffage n'a cessé d'augmenter. Il est plus élevé cette année que l'année dernière à la même période. Nos concitoyens, surtout ceux qui ont le plus de difficultés à s'en sortir financièrement, consacrent une part de plus en plus importante de leurs revenus à leur facture d'énergie. Et pour ceux qui se chauffent au mazout, remplir leur cuve avant l'hiver coûte souvent bien plus que ce que l'on gagne par mois.

L'année dernière, grâce au travail de Christian Dupont, des dizaines de milliers de personnes ont bénéficié de l'intervention du Fonds social mazout.

Et cette année encore, on pourra faire appel au Fonds mazout à partir du 1er septembre.

Pour le PS, la priorité en matière d'augmentation des prix des produits pétroliers est de permettre à ceux qui n'en ont pas les moyens de se chauffer durant l'hiver.

Il faut donc non seulement pérenniser le fond mazout mais il faut en outre en ÉLARGIR LES CONDITIONS D'ACCÈS. PLUS DE GENS DOIVENT POUVOIR EN BÉNÉFICIER.

Mes amis, en même temps que la création du Fonds mazout, le gouvernement avait décidé de prendre des mesures pour permettre de PAYER LA FACTURE DE MAZOUT EN PLUSIEURS MOIS.

Malheureusement, il faut constater que cette mesure, dont l'exécution avait été confiée à Marc Verwilghen, n'a pas connu le moindre résultat.

A l'heure où je vous parle, aucun fournisseur de mazout de chauffage ne s'est fait connaître au gouvernement fédéral comme pratiquant la mensualisation.

Pour nous, cette mesure doit être exécutée sans délai !

Nous avons plaidé aussi pour qu'on puisse diminuer la TVA sur le gasoil de chauffage.

Le ministre des finances devait porter ce débat au niveau européen... On n'a jamais rien vu venir !

Ces mesures doivent être réalisées, au plus vite. Mais quand on parle de lutter contre l'augmentation des prix de l'énergie, on ne peut évidemment se contenter de prendre des mesures one shot.

La tendance lourde est à l'augmentation des prix et il faut, parallèlement aux mesures sociales de première nécessité, TRAVAILLER DANS LE SENS DE LA DIMINUTION DURABLE DES COÛTS DE L'ÉNERGIE.

A cet égard, nous devons mettre l'accent sur les économies d'énergies

dans les logements, en particulier pour les ménages défavorisés.

Il faut donc encourager les formes de CRÉDITS SPÉCIFIQUES qui permettent aux personnes défavorisées de bénéficier de montants financiers pour réaliser des économies d'énergie.

Il faut aussi que l'on trouve, avec les professionnels de la construction des formules forfaitaires pour les travaux essentielles de rénovation énergétiques des bâtiments.

2. Loyers

Outre le prix de l'énergie, vous savez que le PS a une deuxième exigence qui devra être rencontrée dans le cadre de l'élaboration du budget 2006, c'est la problématique du prix des loyers. Laurette a formulé de nombreuses propositions à cet égard. Le Gouvernement doit avancer sur la régulation du prix des loyers.

Ca aussi, c'est important si l'on veut redonner de l'espoir aux jeunes.

La sécurité

Dernier thème essentiel pour nous que je veux aborder avec vous, c'est la sécurité. A ce sujet, malgré les discours virils, je dois bien avouer que les libéraux déçoivent. Les socialistes réclament depuis le début de la législature plus de bleu dans les rues.

L'accord du Gouvernement fédéral de 2003 prévoit, à notre demande, 2500 policiers supplémentaires pour la police de proximité.

Nous avons obtenu à l'arrachée au début 2004 que le Gouvernement fédéral confirme l'accord de gouvernement et s'engage à mettre 3200 policiers supplémentaires sur le terrain.

Vous en voyez le résultat dans vos quartiers, vous ? Moi pas.

Depuis 3 ans, on attend en vain que les promesses que l'on nous a faites soient tenues.

Aux dernières nouvelles le Ministre libéral de l'Intérieur avait réussi à dégager un peu moins de 800 policiers effectifs.

800 sur 3200...

Alors, un peu de décence ! Nous n'avons aucune leçon à recevoir de ceux qui sont incapables de joindre la parole aux actes.

Je profite de l'occasion pour souligner une fois encore le travail remarquable de Laurette.

Quand en 2003, j'ai obtenu le département de la Justice pour le PS, nous

n'avions plus été responsables de ce département depuis 1981.

En 22 ans, il y en a eu des Ministres, des J.Gol, Stéphane Declercq, des Van Parys et un certain Verwilghen !

Mais tout à coup, après 22 ans , si on en croit certains libéraux, le PS serait responsable de tous les maux de la Justice.

Alors, ici aussi, un peu de décence, messieurs les libéraux.

Laurette a fait plus pour la justice en 3 ans que bon nombre de ses prédécesseurs réunis.

Et Laurette a besoin de temps pour effacer les effets catastrophiques de l'absence de gestion de son prédécesseur.

Vous savez ce président de la Commission Dutroux qui a un temps fait illusion avant d'être considéré unanimement comme le plus mauvais ministre de la justice que la Belgique ait connu.

Je demande que la démagogie et la déloyauté cessent et je mets les libéraux au défi : si la sécurité est tellement importante pour vous, faites en sorte de soutenir le PS pour que des policiers supplémentaires soient réellement présents dans les polices locales afin que nous ayons plus d'agents de quartier, plus de police de proximités sur le terrain.

De plus, qu'attendez-vous, messieurs les libéraux, pour soutenir ma proposition de créer un corps de gardien de la paix ?

Aidez-nous à offrir une formation à tous les agents de sécurité (APS, stewards urbains, gardiens de parc...) qui font déjà aujourd'hui souvent un boulot formidable. Aidez nous à donner à tous ceux qui réussissent cette formation le costume et le titre de gardien de la paix.

Engagez-en 1000 en plus.

Et habilitez-les légalement à réprimer les incivilités punissables d'amendes administratives.

Ca c'est du concret pour la sécurité de nos concitoyens.

Ca, c'est une présence sécurisante renforcée dans nos rues et nos quartiers.

Alors et alors seulement vous pourriez devenir crédible sur ce terrain tellement important qu'est la sécurité de nos concitoyens.

Enfin, je tiens à rappeler que pour le PS, la meilleur politique en matière de sécurité c'est celle qui réussit à éviter que les délits soient commis, c'est la prévention.

Une société prospère et humaine où chacun peut s'épanouir sera

toujours moins violente qu'une société inégalitaire et agressive.

Pour cette raison aussi, nous espérons que les libéraux nous soutiendront dans nos revendications d'accroître les moyens des contrats de sécurité et de société.

J'en viens à la dernière partie de mon exposé

La Belgique, ça compte !

La Belgique, une valeur ajoutée pour tous les belges.

Mes chers amis,

Avant de conclure, un mot sur la prise de conscience que nous devons avoir suite aux déclarations injurieuses d'Yves Leterme.

C'est maintenant clair, Yves Leterme

1. veut se séparer des wallons,
2. espère englober Bruxelles dans la Flandre
3. trouve de la Belgique, ça ne compte pas.

Bref, c'est maintenant évident, mon collègue du Gouvernement flamand veut la fin de la Belgique en tant que pays.

Chez nous, au PS, comme partout en Wallonie et à Bruxelles, la toute grande majorité estime que la Belgique, ça compte ! que la Belgique apporte une valeur ajoutée pour nos concitoyens.

Je ne vais pas répéter aujourd'hui, ce que j'ai déjà dit.

Nous avons mieux à faire que d'alimenter à chaque occasion une polémique stérile.

Mais que les indépendantistes flamands, déclaré ou non, sachent une fois pour toute que nous serons très fermes sur deux principes :

1°) nous voulons qu'à terme la Région Bruxelloise s'élargisse pour qu'elle forme un ensemble territoriale continu avec la Wallonie ;

2°) Nous ne céderons jamais Bruxelles à la Flandre.

Bruxelles est et doit rester une région à part entière. Elle est à 90% francophone et les francophones doivent pouvoir y vivre et s'épanouir dans leur langue sans diktat de qui que ce soit.

3°) sur le plan économique, le PS veut des relations win-win entre la Wallonie, Bruxelles et la Flandre.

Que Monsieur Leterme ouvre les yeux.

Le problème n'est pas entre francophones et flamands mais c'est l'adaptation de nos économies à la Globalisation.

Qu'il réfléchisse à Agfa Gevaert, 900 emplois perdus plus tous les petites entreprises sous traitantes. Et ce n'est qu'un exemple.

Aujourd'hui, je voudrais surtout profiter de cette occasion pour lancer un Appel aux forces vives de ce pays, aux médias, aux acteurs socio-économiques, aux artistes, aux scientifiques, aux associations, aux citoyens.

A l'heure où de toutes parts, on parle de ce qui nous divise.

A l'heure où d'aucun s'interrogent sur l'avenir et la pertinence de notre pays.

A l'heure où d'aucun fourbissent leurs armes pour tenter de démanteler un peu plus notre Etat fédéral,

N'est-il pas temps de réfléchir un peu partout à ce qui nous unit, à ce que c'est que d' « être belge » ?

N'est-il pas temps de réaffirmer par ce biais notre attachement à la Belgique ?

Je rêve de rencontres citoyennes un peu partout en Belgique sur ce thème.

Je rêve d'artistes, d'acteurs économiques, de personnalités de tous horizons qui se mobilisent pour animer ces débats avec les Belges.

Je rêve de dizaines de départements universitaires qui effectuent des mémoires, des thèses de doctorat, des recherches sur la valeur ajoutée de la Belgique par rapport à une république de Flandre indépendante et donc à l'éclatement du pays.

De telles initiatives ne peuvent émaner d'un seul parti. Elle doit forcément être pluraliste. Je suis prêt à y contribuer avec d'autres

Je connais l'enthousiasme d'un certain nombre de personnalités avec lesquelles j'ai évoqué ces projets.

Je forme le voeu que dans les prochaines semaines les énergies et les bonnes volontés puissent se fédérer autour de telles opérations.

Un dernier mot avant de quitter la tribune.

Mes Chers Amis,

Notre Université d'été a la réputation d'être une formidable fabrique à idées.

Nous avons encore pu le vérifier cette année, avec des interventions de haut niveau, des propositions réfléchies ou audacieuses, des témoignages qui nous montrent la voie à suivre.

Que ce soit en matière d'enseignement, de pensions, de soins de santé,

d'intégration sociale, d'emploi, de vie privée, de protection des indépendants, d'accès à la culture, ... le PS a été et reste un puissant moteur de changement.

Quant à la cohésion du pays, le PS reste le plus puissant stabilisateur. Les enjeux ont rarement été aussi importants.

Alors entrons dans la campagne avec la volonté de vaincre et de convaincre.

Bonne rentrée politique à tous !

[Retour au sommaire](#)

> **Congrès de rentrée : ce dimanche 4 septembre à Bruxelles**

C'est ce dimanche 4 septembre qu'aura lieu le Congrès de rentrée du PS.

Le Congrès de rentrée sera l'occasion de lancer la campagne électorale en vue du scrutin du 8 octobre. Venez soutenir toutes nos candidates et tous nos candidats ! Venez afficher nos couleurs ! Venez montrer notre détermination !



Détails pratiques :

ULB

Auditoire Janson

Avenue Franklin Roosevelt 50

1050 Bruxelles

9 h. : accueil café

9 h. 30 : congrès administratif

10 h. : congrès de rentrée

12 h. 30 : verre de l'amitié

Contacts :

Jean-François Mahieu, Conseiller au Secrétariat général du PS, jean-francois.mahieu@ps.be, 02.548.32.23.

[Retour au sommaire](#)

> **Forum participatif du PS : « Etre militant socialiste aujourd'hui »**

Qu'est-ce qu'être militant socialiste aujourd'hui ? Comment s'investir en politique ? Le militantisme a-t-il évolué ? Quel est le sens de l'engagement politique à gauche en 2006 ?

Le forum participatif du PS, lieu de débat et de réflexion, met en place un groupe de travail poursuivant l'objectif de soumettre ces questions à discussion.

La prochaine réunion du forum participatif du PS entamera la réflexion.

Celle-ci aura lieu

le 4 septembre 2006, à 19 h. 30,
à la Maison du PS,
boulevard de l'Empereur 13 à 1000 Bruxelles.

A cette occasion, nous aurons le plaisir de visionner « Il fare politica, Chronique de la Toscane rouge ». De la grande époque du parti communiste italien à l'arrivée de Berlusconi au pouvoir, Hugues Le Paige a recueilli durant vingt ans l'histoire de quatre militants communistes d'un village toscan. Entre luttes et amertumes, une chronique sur l'amitié et sur l'engagement pour un idéal collectif.

Nous débattons ensuite du contenu du film avec son réalisateur, Hugues Le Paige.



Contacts :
Gilles Doutrelepon, Délégué général à la rénovation,
gilles.doutrelepon@ps.be, 02.548.32.17.

[Retour au sommaire](#)

Pour vous désinscrire de la liste de diffusion du Bulletin d'information du PS, cliquer [ici](#).